



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Réforme des retraites

Question au Gouvernement n° 2571

Texte de la question

RÉFORME DES RETRAITES

M. le président. La parole est à Mme Brigitte Bourguignon.

Mme Brigitte Bourguignon. En tant que députés de la majorité parlementaire, nous sommes profondément attachés au système de retraite par répartition « à la française », car le modèle de société que nous défendons, aux côtés du Président de la République, est le contraire du chacun pour soi.

M. Jean-Luc Reitzer. Ce n'est pourtant pas la proposition du Président !

Mme Brigitte Bourguignon. C'est au nom de cet attachement que nous voulons réformer le système de retraite, et que nous le faisons avec courage. À l'aube du rendez-vous parlementaire que nous aurons prochainement, je souhaite rappeler quelques vérités. La réforme que vous défendez, monsieur le Premier ministre, et que nous soutenons, est une réforme d'égalité républicaine. Progressivement, sans brutalité, nous mettrons fin aux régimes spéciaux, devenus synonymes d'inégalité et d'injustice, au profit d'un régime de retraite pour tous les Français.

M. Pierre Cordier. Dans cinquante ans !

Mme Brigitte Bourguignon. La réforme que vous défendez, et que nous soutenons, est une réforme solidaire. Femmes, agriculteurs, citoyennes et citoyens aux carrières heurtées, commerçants, artisans, ils étaient hier les sacrifiés du système. Ce sont ces compatriotes – et non le CAC40 et les ultrariches – qui bénéficieront de nouveaux droits sociaux.

La réforme que vous défendez, et que nous soutenons, est une réforme équilibrée. Qu'elle vienne des partenaires sociaux – dans un monde idéal – ou du Gouvernement, une solution permettra de garantir le financement et la pérennité du nouveau système.

Pour toutes ces raisons, cette réforme est souhaitable. Elle dresse un bouclier contre une dérive que nous refusons : un régime de retraite par capitalisation.

M. Patrick Hetzel. Quelle est la question ?

Mme Brigitte Bourguignon. Une réforme d'une telle ambition ne peut réussir que si elle est partagée. Le respect du dialogue social étant consubstantiel à une démocratie moderne, la recherche du compromis ne doit pas être un objectif, mais une obsession. Des avancées ont été obtenues ce week-end, et un compromis semble à portée de main. Quel est l'état des négociations en cours, monsieur le Premier ministre, notamment en ce qui

concerne la pénibilité, le travail des seniors et le minimum contributif ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM.*)

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'État chargé des retraites.

M. Laurent Pietraszewski, secrétaire d'État chargé des retraites. Vous avez souligné l'importance du compromis qui a vu le jour ce week-end sous l'égide du Premier ministre, dans le cadre des échanges et des concertations approfondis menés avec les partenaires sociaux. Comme vous, je salue la responsabilité des acteurs de ce dialogue social. La conférence de financement, véritable porte ouverte à la démocratie sociale, est sans aucun doute l'élément crucial de la formidable innovation sociale que nous défendons et que nous déploierons dans les prochaines semaines, grâce à un régime universel par répartition.

M. Pierre Cordier. Baratin ! Vous êtes le seul à y croire !

M. Laurent Pietraszewski, secrétaire d'État. Aujourd'hui, l'enjeu est avant tout celui de la confiance. La conférence témoigne de la confiance qu'accorde le Gouvernement aux partenaires sociaux pour élaborer des réponses en matière de financement à court terme, à l'horizon de 2022-2027. En outre, comme vous avez pu le lire dans l'avant-projet qui a circulé, le Gouvernement n'a pas renoncé à instaurer des mesures d'équilibre dans la durée – et il a raison.

Mme Laurence Dumont. Rien que ça !

M. Laurent Pietraszewski, secrétaire d'État. C'est pour faire vivre un système par répartition, et c'est notamment pour s'adresser aux 40 % de retraités les plus modestes, qui perçoivent moins de 1 400 euros nets par mois, que nous mènerons cette réforme...

M. Damien Abad. Arrêtez !

M. Laurent Pietraszewski, secrétaire d'État. ...et c'est pourquoi vous devriez soutenir notre objectif de retraite universelle par répartition. (*Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM. – Protestations sur les bancs du groupe LR.*)

Données clés

Auteur : [Mme Brigitte Bourguignon](#)

Circonscription : Pas-de-Calais (6^e circonscription) - La République en Marche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2571

Rubrique : Retraites : généralités

Ministère interrogé : Retraites

Ministère attributaire : Retraites

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [15 janvier 2020](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [15 janvier 2020](#)